

**Assemblée Nationale**  
**Séance des questions au gouvernement du 1<sup>er</sup> février 2012**

**Question de Monsieur Christian Bataille, député du Nord**  
**à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères**

Monsieur le Ministre des affaires étrangères,

Au Sénégal, pays auquel beaucoup de français sont très attachés, la situation politique prend un chemin préoccupant et l'on est au bord d'émeutes graves. Les opposants n'ont malheureusement plus d'autres solutions que la rue, face aux manquements à la Constitution et à l'obstination du président sortant Abdoulaye Wade qui cherche à briguer un troisième mandat en contradiction avec la Constitution. De plus, il a fait arrêter des opposants, et en particulier de nombreux militants du parti Socialiste sénégalais de Ousmane Tanor Dieng. Enfin il a empêché la candidature de Youssou n'Dour.

Le groupe socialiste redit son attachement à l'héritage de stabilité et de démocratie de Léopold Sédar Senghor et de Abdou Diouf.

Dans un des rares pays d'Afrique qui est resté à l'abri de coups d'Etat, souvent sanglants, le gérontocrate Wade prend le risque de plonger son pays dans de graves désordres.

Jusqu'alors le gouvernement français s'est réfugié dans un mutisme consternant et cautionne implicitement ce président et son régime au bord du gouffre.

Monsieur le Ministre pourquoi ce silence de votre part alors qu'on a souvent entendu le président de la République ainsi que son gouvernement se prononcer sur bien des situations à l'étranger et notamment en Afrique ?

Ne doit-on pas penser que vous dissimulez un soutien honteux à un président qui doit partir et à un régime à la dérive ?

**Réponse de M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.***

Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Bataille, ne confondons pas mutisme et surdité. Je me suis exprimé à de nombreuses reprises sur ce dossier. Si vous ne m'avez pas entendu, c'est qu'il doit y avoir un problème d'audition. Face aux processus électoraux en Afrique, la France a pris une position d'une très grande clarté. Tout d'abord, nous demandons le respect de l'état de droit et des libertés fondamentales. Nous appelons au rejet de toutes les violences, d'où qu'elles viennent. Et nous ne nous engageons pour aucun candidat, ni d'un côté ni de l'autre. C'est très exactement la position que nous avons prise s'agissant du Sénégal, pays à longue et profonde tradition démocratique. Le Conseil constitutionnel a validé quatorze candidatures, dont celle de M. Wade, mais il n'a pas validé celle de M. Youssou n'Dour, ce qui a provoqué un certain nombre de manifestations, parfois pacifiques, parfois violentes. Qu'est-ce que j'ai dit et que vous n'avez pas entendu ? J'ai dit que nous regrettons que certaines sensibilités ne soient pas représentées. Je le répète, vous n'avez pas entendu ce que j'ai dit et je suis très surpris de votre réaction. Je disais donc que nous avons regretté que certaines sensibilités ne soient pas représentées. Nous avons même souhaité, ce que vous n'avez pas entendu non plus, que le passage de génération soit organisé. Et je préfère vous dire que le message a été entendu à Dakar, s'il n'a pas été entendu au parti socialiste. Enfin, nous avons appelé à la retenue et à l'absence de toute violence. Pendant des années et des années, on nous a parlé de ce qui était en grande partie un fantasme, la Françafrique. Je peux vous dire aujourd'hui que ce n'est plus qu'une chimère à laquelle vous êtes les derniers à croire.